

La situation agricole et alimentaire mondiale : Causes, conséquences, perspectives

par Marcel MAZOYER,

**Professeur
à l'Institut national agronomique Paris-Grignon**

Ce texte, paru initialement dans l'ouvrage "*La fracture agricole et alimentaire mondiale - Nourrir l'humanité aujourd'hui et demain*", Universalis, Paris, 2006, est repris et publié avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

La situation agricole et alimentaire mondiale : Causes, conséquences, perspectives

Par Marcel Mazoyer

Professeur à l'Institut National Agronomique Paris-Grignon

Au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, la population mondiale, qui est passée de 2,5 milliards d'individus en 1950 à 6 milliards en 2000, a été multipliée par 2,4. Dans le même temps, la production agricole et alimentaire mondiale a été multipliée par 2,6 progressant donc un peu plus vite que la population, et beaucoup plus en 50 ans qu'elle ne l'avait fait auparavant en 10 000 ans d'histoire agraire.

Pour une grande part (77 %), cet immense progrès est dû à la généralisation, dans les pays développés et dans quelques secteurs limités des pays en développement, de la *révolution agricole contemporaine* (grande motorisation-mécanisation, sélection génétique des plantes et des animaux, engrais minéraux, aliments du bétail, pesticides, médecine vétérinaire, spécialisation), ainsi qu'à l'extension, dans beaucoup de pays en développement, de la révolution verte (sélection de blé, riz, maïs, soja et de quelques cultures d'exportation, engrais minéraux, pesticides).

Pour une petite part (13 %), cette progression est due à l'extension, assez limitée, des terres cultivées (de 1330 millions d'hectares à 1500 millions d'hectares) et à celle des terres irriguées (de 80 à 270 millions d'hectares).

Enfin, elle est due au développement impressionnant, dans les régions les plus peuplées du monde, d'écosystèmes cultivés associant cultures, arboricultures et élevages, capables de produire une biomasse utile très élevée par unité de surface.

Mais, s'ils ont dépassé toute attente, ces progrès sont cependant très insuffisants et beaucoup trop inégaux pour subvenir aux besoins de toute l'humanité : 2 milliards de personnes souffrent aujourd'hui de graves carences alimentaires et la majorité d'entre eux sont des paysans.

Quelle est donc plus précisément la situation mondiale de l'agriculture et de l'alimentation ?

Quelles en sont les causes et les conséquences ?

Quelles perspectives et quels remèdes envisager ?

Telles sont les questions traitées dans cet article.

Pauvreté et sous-alimentation

Sur les quelque 6,4 milliards d'habitants de la planète, on en compte près de 4 milliards qui, disposant de moins de 3 \$ par jour, se privent plus ou moins de

nourriture ; parmi lesquels 2 milliards souffrent gravement de malnutrition due à des carences en micronutriments : minéraux (fer, iode...) ou vitamines (A, C...). Et on en compte autour de 852 millions, dont 815 millions dans les pays en développement, 28 millions dans les pays en transition et 9 millions dans les pays développés, qui souffrent de sous-alimentation chronique, autrement dit qui ont faim presque tous les jours.

Selon la FAO, plus de 75 % de ces humains insuffisamment alimentés sont des ruraux. Des ruraux pauvres, dont la majorité sont des paysans, peu équipés, mal situés, mal lotis, et des ouvriers agricoles très peu payés. Quant aux 25 % restants, la plupart sont d'ex-ruraux récemment poussés à l'exode vers les bidonvilles sous-équipés et sous-industrialisés, où règnent le chômage et les bas salaires. Et, comme malgré un exode rural de plus de 50 millions de personnes par an, le nombre de pauvres et sous-alimentés des campagnes ne diminue pas, il faut en déduire qu'un nombre à peu près égal de nouveaux pauvres, sous-alimentés, se forme chaque année dans les campagnes du monde.

Pour une population *agricole* totale de près de 2,6 milliards de personnes (enfants, personnes âgées et autres non actifs compris), ce qui correspond à une population agricole active de 1 milliard 340 millions de personnes, on ne compte en tout et pour tout, dans le monde d'aujourd'hui, que 28 millions de tracteurs et 250 millions d'animaux de travail : soit respectivement 2,1 % et 19,2% du nombre total des actifs agricoles. Cela signifie que plus de 1 milliard de ces actifs agricoles travaillent uniquement avec des outils manuels (houe, bêche, bâton fousseur, faucille...). D'un autre côté, près des deux tiers de ces 1 milliard 340 millions d'actifs agricoles, soit environ 800 millions d'actifs, utilisent couramment des semences sélectionnées, des engrais minéraux et des pesticides, mais il reste que 500 millions d'actifs agricoles n'utilisent ni tracteur, ni animal de trait, ni semences sélectionnées, ni engrais minéraux, ni pesticides.

Encore faut-il ajouter que dans de nombreux pays ex-coloniaux ou ex-communistes n'ayant pas connu de réforme agraire récente, la majorité de ces paysans sous-équipés sont de plus privés de terre par les grands domaines de plusieurs milliers ou dizaines de milliers d'hectares, de sorte qu'ils ne disposent que d'une superficie très inférieure à celle qu'ils pourraient cultiver et qui leur serait nécessaire pour nourrir leur famille. Ces paysans sont donc obligés d'aller chercher du travail au jour le jour dans les grands domaines, contre des salaires de 1/4 d'euro à 3 euros la journée selon les pays, les régions et les saisons.

Dans ces conditions, on comprend pourquoi, dans presque tous les pays du monde, le revenu moyen des paysans est non seulement très inférieur à celui des citadins, mais encore nettement inférieur au salaire de la main d'œuvre non qualifiée.

Comment a-t-on pu en arriver là ?

Développement inégal

Au début du 20^e siècle, la plupart des paysans du monde utilisaient exclusivement des outils manuels, et leur productivité du travail ne dépassait pas 1 tonne de céréales ou d'équivalent-céréales¹ par travailleur et par an (1 hectare/travailleur x 1 tonne/hectare). En Europe, dans les colonies de peuplement européennes et dans certains deltas d'Asie, beaucoup utilisaient cependant des animaux de travail et des matériels tractés, de fabrication artisanale (araire ou charrue, herse, rouleau, charrette, chariot ...), qui leur permettaient de produire jusqu'à 5 tonnes de grain par travailleur (5 ha/tr x 1 t/ha). Et déjà, aux Etats-Unis et en Europe, quelques uns d'entre eux utilisaient même les nouvelles machines à traction animale, récemment produites par l'industrie (charrues-brabants métalliques, semoirs, faucheuses, faneuses, moissonneuses-lieuses...), grâce auxquelles ils arrivaient à produire jusqu'à 10 tonnes de grain par travailleur et par an (10 ha/tr x 1 t/ha). A l'époque donc, toutes les agricultures du monde s'inscrivaient dans un écart de productivité de l'ordre de 1 à 10.

Depuis lors, principalement au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, la révolution agricole contemporaine s'est étendue dans les pays développés et dans quelques secteurs limités des pays en développement.

Dans les pays développés, un nombre toujours plus réduit d'exploitations familiales a réussi à franchir toutes les étapes de cette révolution agricole. En céréaliculture par exemple, la puissance des tracteurs et la superficie maximum cultivable par un travailleur ont presque doublé tous les dix ans, pour dépasser aujourd'hui les 200 hectares par travailleur. Dans le même temps, grâce aux semences sélectionnées, aux engrais et aux pesticides, les rendements ont augmenté de plus de 1 tonne par hectare tous les dix ans, pour approcher aujourd'hui les 10 tonnes par hectare. C'est ainsi que les agriculteurs les mieux équipés et les plus productifs du monde peuvent aujourd'hui produire jusqu'à 2 000 tonnes d'équivalent-céréales par travailleur et par an (200 ha/tr x 10 t/ha).

D'un autre côté, à partir des années 1960, les agriculteurs des pays en développement qui en avaient les moyens, et qui furent soutenus par des politiques publiques favorables, se sont lancés dans la révolution verte, une variante de la révolution agricole contemporaine généralement dépourvue de grande motorisation-mécanisation. C'est ainsi que dans beaucoup de pays d'Asie, le rendement du riz, qui dépassait rarement 2 tonnes par hectare il y a 50 ans, peut atteindre aujourd'hui 10 tonnes par hectare en une seule récolte, et que la production par hectare et par an peut même approcher les 20 ou 30 tonnes quand les aménagements hydrauliques permettent de faire deux ou trois récoltes dans l'année. En conséquence, un riziculteur cultivant à la main un demi-hectare et produisant 1 tonne de paddy (riz non décortiqué) en 1970 peut en produire selon le cas 5, 10 ou même 15 tonnes aujourd'hui.

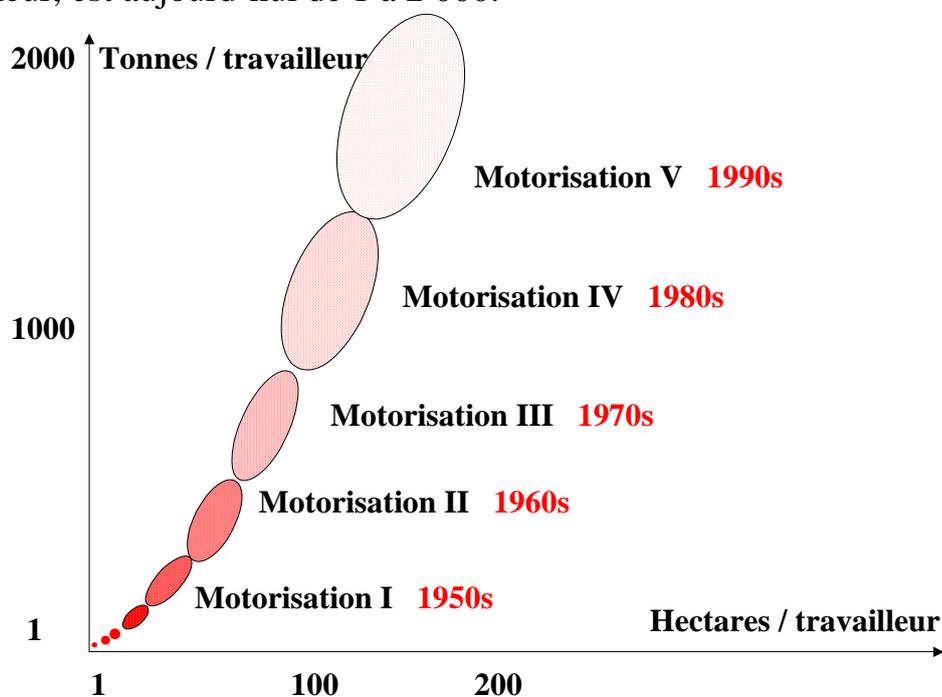
¹ L'équivalent-céréales est la quantité de céréales ayant la même valeur calorique que la production agricole considérée.

De plus, à partir du milieu des années 1970, des investisseurs de toutes sortes (entrepreneurs, grands propriétaires, agroindustrie, agrodistribution, fonds d'investissement...) ont tiré parti de l'expérience de la révolution agricole et de la révolution verte pour se lancer dans la modernisation rapide d'anciens grands domaines agricoles coloniaux dans les pays à bas salaires d'Amérique latine (Argentine, Brésil...), d'Afrique (Afrique du Sud, Zimbabwe...) et d'Asie (Inde, Philippines...).

Enfin, depuis les années 1990, de tels investisseurs s'engagent aussi dans la modernisation des anciens grands domaines d'Etat ou collectifs d'anciens pays communistes d'Europe (Ukraine, Russie...), où ils obtiennent rapidement des niveaux d'équipement et de productivité comparables à ceux des agriculteurs nord-américains et ouest-européens les plus performants.

Par contre, dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, des centaines de millions d'agriculteurs, pratiquant des cultures pluviales ou sommairement irriguées, n'ont jamais eu la possibilité d'acquérir ni tracteur, ni animal de travail, ni semences sélectionnées, ni engrais, ni pesticide, et n'ont jamais pu progresser ni en superficie cultivée par travailleur ni en rendement à l'hectare, et ne produisent pas plus de 1 tonne de céréale ou équivalent-céréale par travailleur et par an.

Ainsi, l'écart de productivité du travail entre les 500 millions de paysans dont la production ne dépassent toujours pas 1 tonne de grain par travailleur et par an, et les quelques millions d'agriculteurs qui peuvent produire jusqu'à 2 000 tonnes par travailleur, est aujourd'hui de 1 à 2 000.



Graphique 1 : Révolution agricole contemporaine : l'accroissement de la productivité du travail en culture céréalière de 1950 à 2000.

Baisse des prix agricoles réels

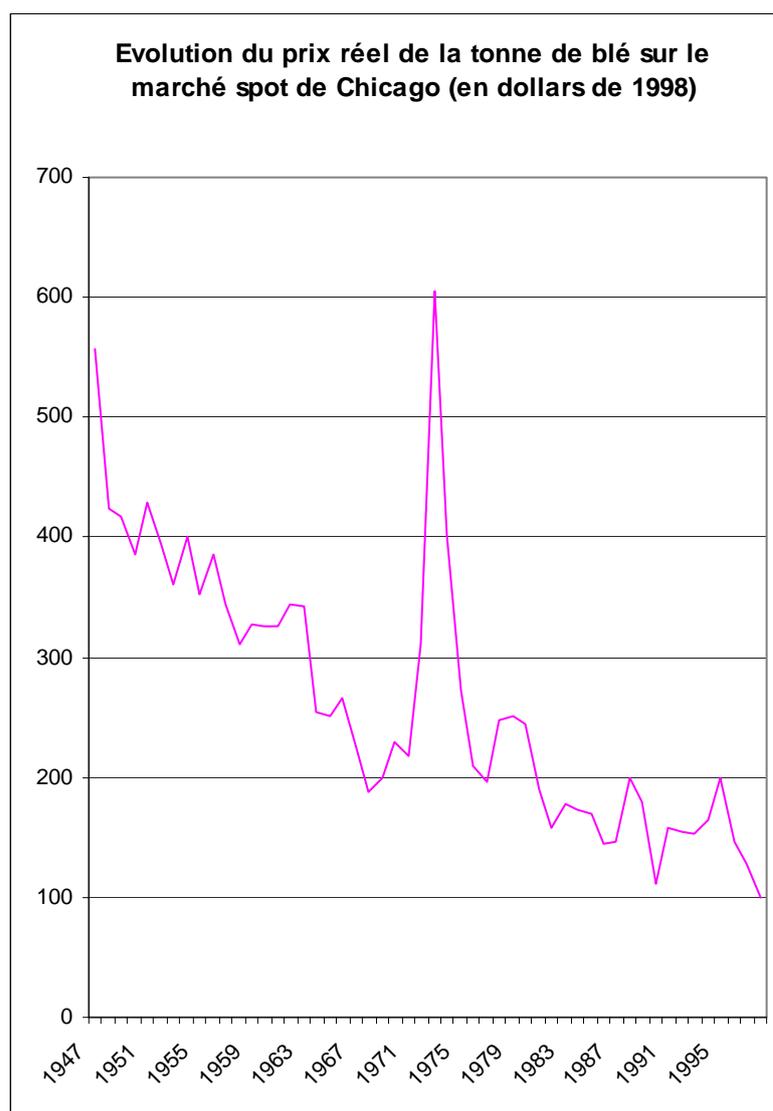
Dans les pays où la révolution agricole contemporaine et la révolution verte ont le plus progressé, les gains de productivité agricole ont largement dépassé ceux des autres secteurs de l'économie et, en conséquence, les prix agricoles réels (hors inflation) ont très fortement baissé. De plus, dans certains de ces pays, la production agricole a augmenté plus vite que la consommation intérieure, de sorte qu'ils ont pu dégager des quantités croissantes d'excédents exportables à prix réel décroissant.

Dans les pays développés où la révolution agricole a le plus progressé après 1945, les gains de productivité ont été tels que les prix de revient réels des denrées agricoles de base (céréales, oléoprotéagineux, viandes, lait, œufs...) ont été divisés par 3 à 5 en un demi-siècle. Ainsi, alors que en 1950 le prix de la tonne de blé s'établissait à la bourse de Chicago à près de 600 Euros, le prix de revient moyen de la tonne de blé est aujourd'hui d'environ 100 Euros au Canada et en Australie, 130 Euros aux Etats-Unis, 150 Euros en Europe de l'Ouest. Et même si le revenu et la consommation alimentaire par personne ont beaucoup augmenté dans ces pays, les mieux dotés en terre parmi eux (Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et, dans une moindre mesure, la France) ont dégagé des excédents exportables en quantités croissantes et à des prix décroissants.

Dans les anciens pays coloniaux et communistes où, depuis les années 1980 et 1990, la révolution agricole (grande motorisation-mécanisation comprise) s'est étendue rapidement dans les grands domaines, la productivité du travail dans ces grands domaines a rejoint celle des pays développés. Mais, dans ces pays, les salaires sont de l'ordre de quelques dizaines d'euros par mois, les prix des moyens de production et des services produits sur place sont peu élevés : on peut donc y produire à des prix de revient très inférieurs à ceux des agriculteurs américains et européens. De plus, comme les monnaies nationales de ces pays sont souvent sous-évaluées, ils peuvent approvisionner les marchés internationaux à des prix défiant toute concurrence : 80 Euros la tonne de blé, 150 Euros la tonne de soja, 1000 Euros la tonne de viande rouge, et 500 Euros la tonne de viande blanche. Des prix si bas et si rapidement décroissants que même les paysans moyens de ces pays, qui avaient commencé de se moderniser dans les années 1970-80, sont aujourd'hui bloqués dans leur développement, et parfois appauvris au point de rejoindre dans l'exode les millions de petits paysans et d'ouvriers agricoles privés de terre et d'emploi par les grands domaines, qui s'équipent et qui gagnent encore du terrain et des parts de marché. Et comme les terres de qualité peu ou pas exploitées sont encore très abondantes dans ces anciens pays coloniaux ou communistes, alors que les bas revenus et la sous-alimentation y sont toujours très répandus, ces pays peuvent aujourd'hui dégager des excédents exportables rapidement croissants à des prix encore plus bas que ne pourraient le faire les agriculteurs des pays développés.

Enfin, dans les pays d'Asie où la révolution verte a le plus progressé, le prix de revient du riz a aussi été divisé par trois à quatre depuis 1960, ce qui a fait

baissé fortement le revenu des petits paysans situés dans les régions peu favorables, et poussé à l'exode des millions d'entre eux. Dans ces pays, malgré un début d'industrialisation, le chômage s'est accru, les bas salaires ont persisté et la consommation alimentaire du plus grand nombre est restée très basse. Et certains de ces pays (Indonésie, Thaïlande, Vietnam...) ont alors dégagé des excédents exportables à bas prix, alors même que la sous-alimentation continuait d'y sévir très largement.



Graphique 2 : La baisse du prix international réel du blé de 1949 à 1999 (en dollars de 1998 par boisseau).

Parallèlement, du fait de la baisse très importante des coûts de transport et de la réduction des barrières douanières et non douanières intervenues au cours des

dernières décennies, les producteurs agricoles de beaucoup de pays ont subi la concurrence croissante des denrées agricoles de base issues des marchés internationaux. Or, ces marchés, qui sont approvisionnés par les « excédents croissants à prix décroissants » d'un petit nombre de pays, ne représentent qu'une petite fraction de la production et de la consommation mondiale de ces denrées (quelque 15% pour les céréales par exemple). En conséquence, lorsque les excédents exportables se multiplient, les prix internationaux de ces denrées tendent à se rapprocher des prix à l'exportation des plus compétitifs qui sont, par définition, inférieurs aux prix de revient de tous les autres producteurs du monde. A ces prix-là, la plupart des agriculteurs des pays développés eux-mêmes auraient des revenus nuls ou négatifs. A ces prix là, beaucoup d'agriculteurs américains ne pourraient pas continuer d'exporter, et beaucoup d'agriculteurs européens ne pourraient pas continuer d'approvisionner le marché européen. Ils peuvent continuer de le faire aujourd'hui uniquement parce qu'ils reçoivent des aides publiques de plusieurs milliers de dollars par travailleur.

Ajoutons que la faiblesse des prix agricoles se double d'une grande instabilité de ces prix dans les pays où aucune politique de stabilisation n'est mise en oeuvre. En effet, pour des raisons climatiques et autres, l'offre agricole est variable, tandis que la demande alimentaire solvable est spécialement inélastique. Il en résulte une instabilité des prix agricoles, qui est accrue par le décalage entre les prix attendus par les agriculteurs et les prix auxquels ils sont effectivement payés. D'où le caractère très variable, voire chaotique, des prix des produits agricoles quand les marchés ne sont pas régulés, ce qui nuit gravement aux paysans pauvres vendeurs de produits agricoles quand les prix sont au plus bas, et aux consommateurs acheteurs pauvres quand ces prix sont au plus haut.

Conséquences

Pour les agriculteurs des pays développés

Dans les pays développés, la forte baisse des prix agricoles réels résultant de la révolution agricole contemporaine a entraîné une baisse de revenu des petites et moyennes exploitations qui n'avaient pas eu les moyens d'investir suffisamment pour en compenser les effets. D'année en année, des exploitations de plus en plus nombreuses se sont retrouvées dans l'incapacité de dégager un revenu familial socialement acceptable et n'ont pas été reprises, lors de la retraite de l'exploitant. Leurs meilleures terres ont alors été partagées entre les exploitations voisines en développement, tandis que les moins bonnes passaient à la friche. C'est ainsi que la très grande majorité des exploitations agricoles existant au début du 20^e siècle, dans les pays développés, ont cessé d'exister.

La France par exemple, qui comptait près de 6 millions d'exploitations, cultivant en moyenne 6 hectares chacune, au début du XX^e siècle, n'en compte plus aujourd'hui que 650 000, cultivant en moyenne 40 hectares chacune et employant plus de 800 000 personnes. Et il est prévu qu'elle en comptera

350 000, cultivant en moyenne 75 hectares chacune et employant 400 000 personnes, dans trente ans. Mais cette prévision est optimiste, car si les aides publiques à la production agricole et les protections aux frontières sont réduites, ce sont les trois quarts des exploitations qui risquent de cesser d'exister dans un peu plus d'une génération. Subsisteront alors moins du quart des exploitations de culture et d'élevage actuelles fournissant des matières premières banales aux industries de transformation et à la grande distribution, et moins du quart des exploitations actuelles produisant, transformant elles-mêmes et commercialisant directement des produits de qualité (vin, fromage, alcools...) ou accueillant des hôtes sur l'exploitation. D'ici là cependant, beaucoup d'industries de transformation des produits agricoles auront été délocalisées dans les pays émergents d'Asie, d'Amérique latine, d'Afrique du Nord... et beaucoup d'agriculteurs des pays d'Europe centrale et orientale, récemment entrés dans l'Union européenne, fourniront aussi des produits de qualité transformés à la ferme...

Mais si, jusqu'aux années 1980, dans les pays développés, les enfants d'agriculteurs quittant la terre ont généralement trouvé du travail, et des salaires croissants, dans l'industrie ou les services, il n'en va évidemment plus ainsi aujourd'hui. Et il en va surtout bien autrement pour les dizaines de millions de paysans pauvres acculés à l'exode vers les bidonvilles des pays en développement.

Pour les paysans pauvres des pays en développement

Dans ces pays en effet, les paysans travaillant en culture manuelle, et confrontés à la baisse des prix agricoles, ont d'abord vu leur pouvoir d'achat baisser. La majorité d'entre eux s'est ensuite retrouvée dans l'incapacité d'investir dans un outillage performant et d'acheter des semences sélectionnées, des engrais et des pesticides. Leur développement a donc été bloqué. Puis, la baisse des prix se poursuivant, leur revenu monétaire est devenu insuffisant pour tout à la fois renouveler leur outillage et manger à leur faim. Pour mieux comprendre ce processus, considérons un céréaliculteur soudanien, andin ou himalayen disposant d'un outillage manuel et produisant, sans engrais ni pesticide, 1 tonne de grain net (semences déduites). Il y a une cinquantaine d'années, un tel céréaliculteur recevait l'équivalent de 40 Euros d'aujourd'hui pour 100 kg de grain : il devait alors en vendre 200 kg pour renouveler son outillage, ses vêtements..., il lui en restait donc 800 kg pour nourrir, modestement, 4 personnes ; en se privant un peu, il pouvait même en vendre 100 kg de plus pour acheter quelque outil nouveau plus efficace. Il y a une vingtaine d'années, il ne recevait plus que l'équivalent de 20 Euros-2006 pour 100 kg : il devait alors en vendre 400 kg pour renouveler son outillage et les autres biens indispensables, et il ne lui restait que 600 kg pour nourrir, cette fois insuffisamment, 4 personnes ; il ne pouvait donc plus acheter de nouveaux outils. Enfin, aujourd'hui, il ne reçoit plus que 10 Euros pour 100 kg de grain : il devrait donc en vendre plus de 800 kg pour renouveler son matériel et les

autres biens indispensables, ce qui est bien sûr impossible puisqu'on ne peut nourrir 4 personnes avec 200 kg de grain. En fait, à ce prix, il est condamné à l'endettement, puis à l'exode vers les bidonvilles sous-équipés et sous-industrialisés où règnent le chômage et les bas salaires.

Pour les économies des pays pauvres

Dans les pays pauvres cependant, la baisse des prix agricoles a d'autres conséquences : en excluant des millions de paysans et en décourageant la production de ceux qui restent, elle limite la production et accroît le déficit alimentaire ; en accélérant l'exode rural, elle amplifie le chômage et fait baisser les salaires en milieu urbain (la hiérarchie des salaires dans les différentes parties du monde suit de très près celle des revenus de la paysannerie). Partant, les revenus de la population, les recettes d'exportation et les recettes budgétaires de ces 'pays agricoles pauvres' sont bien trop faibles pour qu'ils puissent se moderniser et attirer des investissements étrangers. D'où l'endettement, le surendettement, puis les politiques de réduction des dépenses, en lien avec les institutions financières internationales, qui débouchent sur la perte de légitimité et sur l'instabilité des gouvernements. Plus de 49 'Pays les moins avancés' et plus de 80 'Pays à faible revenu et déficit vivrier' sont aujourd'hui proches de cette situation.

Pour l'économie-monde contemporaine

Plus globalement, ces processus additionnés contribuent à expliquer que la moitié de l'humanité se retrouve avec un pouvoir d'achat insignifiant : près de 4 milliards de personnes disposant de moins de 3 Euros par jour se rpivent plus ou moins de nourriture, 3 milliards disposent de moins de 2 Euros par jour, 2 milliards sont malnutries, 1,4 milliard disposent de moins de 1 Euro par jour, 852 millions ont faim presque tous les jours...

Les très bas revenus limitent la consommation alimentaire bien en dessous des besoins minimaux : pour supprimer la malnutrition et la faim, il faudrait disposer d'un volume d'aliments égal à environ 30% du volume d'aliments produits et consommés dans le monde, soit près de 60 fois le volume de l'aide alimentaire, et plus de la moitié du volume d'aliments consommés par les 1,5 milliards de personnes les mieux (ou les plus) nourries du monde et près du double des échanges internationaux de produits agricoles de base. Le marché n'équilibre pas la production et les besoins, il équilibre la production et la demande solvable et, comme la demande solvable est inférieure de 30% aux besoins, la production l'est aussi.

Mais l'insignifiance des revenus de 3 milliards de personnes, dont la majorité sont des paysans, limite beaucoup plus encore la consommation des autres biens et services, et donc les possibilités d'investissements productifs et la croissance globale tous secteurs confondus. L'économie-monde ne manque pas d'épargne, elle manque de débouchés.

Certes, les gouvernements des pays développés et les organisations internationales essaient de remédier à ce tassement du pouvoir d'achat des

agriculteurs en pratiquant des politiques de soutien des revenus agricoles au Nord, des politiques d'aide au développement, de lutte contre la pauvreté et contre la faim au Sud. Mais ces politiques, budgétairement limitées et difficiles à administrer, ne sont pas, et de loin, à la hauteur du problème.

Perspectives

En 2050, la Terre comptera environ 9 milliards d'humains. Pour nourrir tout juste correctement, sans sous-alimentation ni carence, une telle population, la quantité de produits végétaux destinés à l'alimentation des hommes et des animaux domestiques devra plus que doubler dans l'ensemble du monde. Elle devra presque tripler dans les pays en développement, plus que quintupler en Afrique, et même plus que décupler dans plusieurs pays de ce continent. Pour obtenir une augmentation de production végétale aussi énorme, l'activité agricole devra être étendue et intensifiée dans toutes les régions du monde où cela est durablement possible. Pour permettre à tous les paysans du monde de construire et d'exploiter des écosystèmes cultivés capables de produire, sans atteinte à l'environnement, un maximum de denrées de qualité, il faut avant tout garantir à tous ces paysans des prix suffisamment élevés et stables pour qu'ils puissent vivre dignement de leur travail, investir et progresser.

Propositions

A cette fin, il nous paraît souhaitable d'instaurer une organisation des échanges agricoles internationaux beaucoup plus équitable et beaucoup plus efficace que celle d'aujourd'hui. Une nouvelle organisation dont les principes seraient les suivants :

-
- établir de grands marchés communs agricoles régionaux, regroupant des pays ayant des productivités agricoles du même ordre de grandeur (Afrique de l'Ouest, Asie du Sud, Asie de l'Est, Europe de l'Ouest, Amérique du Nord...);
 - protéger ces marchés régionaux, contre toute importation d'excédents agricoles à bas prix, par des droits de douane variables, garantissant aux paysans pauvres des régions défavorisées des prix assez élevés et assez stables pour leur permettre de vivre et de se développer ;
 - négocier, produit par produit, des accords internationaux fixant de manière équitable le prix d'achat et la quantité exportable consentie à chaque pays. Ce relèvement des prix agricoles devra être suffisamment progressif pour limiter ses effets négatifs sur les consommateurs-acheteurs pauvres. Malgré cela, il sera sans doute nécessaire d'instaurer pendant quelque temps des politiques alimentaires. Mais, au lieu de fonder ces politiques sur la distribution de produits à bas prix, ce qui entretient la misère paysanne et réduit le

marché intérieur, il conviendra de fonder ces politiques sur le soutien du pouvoir d'achat alimentaire des consommateurs-acheteurs pauvres, afin au contraire d'élargir le marché intérieur : on pourra par exemple, comme aux Etats-Unis, distribuer aux acheteurs nécessiteux des bons d'achat alimentaires financés par les budgets publics ou par l'aide internationale.

De plus, comme le relèvement des prix agricoles ne suffira pas, à lui seul, pour porter la production à la hauteur des besoins et pour promouvoir un développement agricole équilibré des différentes régions du monde, des politiques de développement agricole seront également nécessaires : accès à la terre et sécurité de la tenure (réforme foncière, statut du fermage, lois anti-cumul, aides à l'installation...); accès au crédit, aux intrants et aux équipements productifs ; accès au marché (infrastructures de transport et de commercialisation); accès au savoir (recherche, formation, vulgarisation appropriées aux besoins et aux moyens des différentes régions et des différentes catégories de producteurs, à commencer par les plus désavantagées).

Bibliographie

ARAUJO-BONJEAN C., BOUSSARD J.-M., 'La stabilisation des prix aux producteurs agricoles : approches microéconomiques', *Revue Tiers Monde*, n° 160, 1999, pp. 901-928.

BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde*, divers numéros annuels.

COLLOMB Ph., *Une voie étroite pour la sécurité alimentaire*, FAO Economica, Paris, 1999.

DEMETER, *Revue d'économie et de stratégie agricoles*, Armand Colin, divers numéros annuels.

FAO, *Faostat*, CDROM.

FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, divers numéros annuels.

FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, divers numéros annuels.

FAO, *Agriculture : Towards 2015/2030*, Technical interim report, FAO, 2000.

FAO, *Rapport du Sommet mondial de l'alimentation*, 1997.

- FAO, *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation*, 1996.
- GRIFFON M., 'Révolution verte, Révolution doublement verte', *Mondes en développement*, tome 30, Cechoeduc, Bruxelles, 2002, pp. 39-44.
- KROLL J.-Ch., 'Politique agricole et échanges internationaux : dynamique de la régulation en Europe et aux Etats-Unis', *Mondes en développement*, tome 30, Cechoeduc, Bruxelles, 2002, pp. 65-74.
- MAZOYER M., « D'une révolution agricole à l'autre », in *Cahiers Agricultures*, 1998, pp. 147-151.
- MAZOYER M., ROUDART L., *Histoire des agricultures du monde, du Néolithique à la crise contemporaine*, Editions du Seuil, collection Points Histoire, 2002.
- MC MICHAEL Ph., 'La restructuration globale des systèmes agro-alimentaires', *Mondes en développement*, tome 30, Cechoeduc, Bruxelles, 2002, pp. 45-54.
- NATIONS UNIES, Division de la population, *World Population Prospects – The 2000 Revision*, Nations unies.
- PNUD, *Rapport sur le développement humain*, divers numéros annuels.
- ROUDART L., 'L'alimentation dans le monde et les politiques publiques de lutte contre la faim', *Mondes en développement*, tome 30, Cechoeduc, Bruxelles, 2002, pp. 9-23.
- ROUDART L., 'Les politiques agricoles au risque des négociations internationales', in *Raison présente*, n° 148, Paris, 2003, pp. 43-61.